

et Amérique centrale) ont sapé son prestige. "J'inviterais le Canada à accepter de tenir un rôle plus important dans le système inter-américain en devenant membre de l'OEA." Mon invitation s'adresse aussi "aux autres pays du Commonwealth qui n'ont pas signé le Traité de Rio ou dont la position est encore ambiguë".

"Le système militaire inter-américain offre un puissant instrument de vérification. Les États-Unis l'avaient établi pour protéger leurs intérêts, mais il a toujours fonctionné suivant la philosophie typique de la guerre froide". Cependant, depuis 1982, l'Amérique latine conteste de plus en plus ce système et elle n'accepte plus sa présumée motivation anti-communiste. Le Nicaragua est bien représenté au sein du Conseil de défense inter-américain. Si le Canada y siégeait lui aussi, "nous disposerions d'un instrument multilatéral crédible". Les participants de l'Amérique centrale ont présenté une proposition en ce sens, mais le Nicaragua l'a rejetée à cause de la dominance des États-Unis. Toutefois, une telle proposition pourrait être adoptée si la présence des États-Unis était réduite.

D'autres participants ont signalé combien la présence de tierces parties est importante pour faire contrepoids à l'"énorme pression exercée par les États-Unis" sur les pays d'Amérique centrale. "La mesure où les pays de la région peuvent s'entendre est directement proportionnelle à leur degré d'autonomie politique par rapport aux États-Unis." Les tierces parties ont un rôle de premier plan à jouer pour accroître cette autonomie. Des MPAC économiques peuvent également être envisagées dans cette perspective. À la réunion de la Communauté économique européenne (CEE) qui s'est tenue au Guatemala, les pays d'Amérique centrale n'ont pas obtenu tout ce qu'ils attendaient (par exemple, la stabilisation des prix à l'exportation). Mais un processus a été amorcé, et des engagements ont été pris. Voilà qui est important pour l'"autonomie" des pays d'Amérique centrale et pour leur économie. Une présence économique occidentale est nécessaire pour atténuer la pression des États-Unis. "Deux millions de dollars sont versés au Salvador tous les jours. Comment parler d'autonomie dans ces conditions?" Il s'agit là d'un problème impossible à régler sans une participation plus grande des pays occidentaux.

Un participant européen a pour sa part insisté sur la nécessité d'intensifier la coopération entre les pays d'Amérique centrale. Le Comité d'action pour le développement socio-économique de l'Amérique centrale (CEDESCA) est aussi de cet avis. La Communauté européenne a appuyé ce processus, et le Canada devrait faire de même. "Personne ne veut reproduire le contexte de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en Amérique centrale, c'est-à-dire stabiliser une "région divisée". Dans l'avenir, il faudrait pouvoir établir un parallèle avec la Communauté